

tion du régime fasciste en Allemagne, que dans une modification des positions extérieures de la politique de l'impérialisme allemand. La politique extérieure de l'Allemagne et ses revendications quant à la parité des droits comme condition de son retour à Genève, ne s'est pas modifiée ; au surplus, ses exigences de réarmement ne représentent pas des motifs d'opposition irréductible pour le capitalisme français, qui parle des intérêts de la paix, qui présente des plans de désarmement, mais tout bonnement afin de masquer sa politique de renforcement des alliances militaires dans l'Est de l'Europe. La France admettra même la parité des droits pour l'Allemagne. Ce qui l'intéressera en premier lieu, seront « les garanties de la paix » ; elle recherchera sa suprématie non dans un désarmement de l'Allemagne, mais au travers de la construction d'un système d'alliances pouvant lui fournir les plus grandes chances de succès au cours de la guerre de demain.

A ce propos, la politique actuelle de la France vers la Russie est plutôt le résultat de la faillite provisoire du plan de Tardieu, Paul-Boncour, Barthou, d'un plan qui est commun aux partis de la droite et de la gauche et qui tend à ressusciter l'Entente Cordiale avec l'Angleterre. Par conséquent, il n'est pas exclu qu'un changement vers cette direction traditionnelle se vérifie et que la politique française, parallèlement à une nouvelle orientation de l'Angleterre vers la France, reprenne cet ancien plan. La Russie, pour sa part, a modifié sa politique étrangère qui, depuis l'après-guerre, avait toujours consisté à s'appuyer sur l'Allemagne. Il serait cependant profondément erroné d'y voir le résultat de l'opposition soviétique au régime fasciste, car il est opportun de rappeler ici que parmi les premiers Etats ayant repris des relations normales avec les Soviets se trouve l'Italie fasciste. D'un autre côté, il faudra aussi mettre en évidence la reconnaissance « de jure » que la Russie vient d'obtenir de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, de deux pays qui lui sont foncièrement hostiles. Tout cela prouve que s'il est relativement facile de repérer les mobiles de la politique française qui vise à un rapprochement avec l'Allemagne au travers du chantage de l'alliance russe, il n'est pas aussi facile de déterminer la signification que pourra avoir cet accord pour la Russie Soviétique. Il est évident que cette dernière trouve, en compensation de son attitude actuelle, une reconnaissance diplomatique des Etats de la Petite Entente, vassaux de la France ; mais puisque l'opposition que font ces Etats à la Russie dépend des intérêts de leur expansion, il n'est pas exclu que l'accord Barthou-Litvinov prenne une signification de valeur secondaire. D'autre part, la politique de l'Italie est assez suggestive : foncièrement hostile à la France et à sa politique, loin de s'opposer à l'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N., l'Italie, tout en n'omettant pas de souligner son accord de principe avec l'Allemagne quant à sa position envers la S. D. N., approuve l'entrée des Soviets dans cette dernière. Un des sujets de la récente entrevue de Venise, d'après les communiqués de presse, fut celui de l'attitude à adopter envers l'accord Franco-Russe.

Comme on peut le constater, à la suite de la victoire du fascisme en Allemagne, nous assistons aujourd'hui aux tentatives des Etats capitalistes de trouver la voie de leur regroupement en vue de la guerre de demain. Comme le remarquait, pour une fois justement, la « Correspondance Internationale », la question n'est pas de savoir si la guerre éclatera, mais où elle éclatera en premier lieu.

Voilà les conditions concrètes qui accompagnent l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N. : il s'agira maintenant de voir comment « l'Union Soviétique, tout en restant sur la base de la politique soviétique, peut même conclure des alliances militaires avec d'autres Etats bourgeois, si cela sert les intérêts de l'Union Soviétique. Cette question n'est pas nouvelle, elle a déjà été tranchée par Lénine ». (« Correspondance Internationale », N° 54-55).

La position de l'Internationale Communiste envers la Société des Nations se trouve contenue dans les Thèses d'Ossinsky, adoptées par le premier Congrès de l'I.C. en mars 1919. Voici ce qu'elle dit au chapitre intitulé la « Ligue des Nations » : « étant donné les oppositions inconciliables qui se manifestent parmi les puissances de l'Entente, la Ligue des Nations, si même elle était réalisée sur le pa-

pier, ne sera que la sainte alliance de capitalistes pour l'écrasement de la révolution ouvrière. En même temps, la propagande de la Ligue des Nations est le meilleur moyen de troubler la conscience de la classe ouvrière, en substituant à l'Internationale des Républiques révolutionnaires ouvrières, l'union internationale des fausses démocraties, obtenues par la coalition du prolétariat avec les classes bourgeoises. La Ligue des Nations joue le rôle d'un appât trompeur au moyen duquel les social-traitres ayant reçu mission du capital international, désunissent les forces du prolétariat mondial et amènent la contre-révolution impérialiste. Les prolétaires révolutionnaires de tous les pays du monde doivent mener une guerre implacable contre l'idée de la Ligue des Nations de Wilson et protester contre l'entrée de leur pays, dans cette ligne de pillage, d'exploitation et de contre-révolution.

Le commentaire actuel de la « Pravda » (2 juin 1934), au sujet de l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N., dit : « La dialectique du développement des contradictions impérialistes a amené ce résultat que la vieille Société des Nations, qui devait servir d'instrument de subordination impérialiste des petits Etats indépendants et des pays coloniaux et de la préparation de l'intervention antisoviétique, est apparu dans le procès de la lutte des groupements impérialistes, comme l'arène où, ainsi que Litvinov l'a expliqué à la dernière session du Comité Central Exécutif de l'Union Soviétique, comme il semble, triomphe le courant intéressé au maintien de la paix. C'est ce qui explique peut-être les changements profonds qui se sont produits dans la composition de la Société des Nations ».

Si l'on essayait maintenant de connaître les produits concrets de la « dialectique de l'histoire », pour employer l'expression de Radek, il faudrait prouver que la situation actuelle montre qu'une transformation profonde s'est faite entre la situation de 1919 et celle de 1934. Il faudrait démontrer que la Société des Nations et les groupements impérialistes qui l'avaient fondée en 1919, ont changé substantiellement leur attitude envers les problèmes de la révolution communiste, incarnée par l'Etat ouvrier à cette époque. Et, enfin, il faudrait démontrer que des Etats capitalistes issus d'une guerre, se dirigeant nécessairement vers de nouvelles guerres, sont devenus aujourd'hui des facteurs intéressés au maintien de la paix. La réponse à ce dernier problème est d'ailleurs donnée par la « Correspondance Internationale » elle-même, là où elle dit que la question de savoir si la guerre éclatera ou non est devenue superflue et qu'il ne s'agit aujourd'hui que de savoir où elle éclatera. Et, en effet, tout comme en 1919, les Etats « intéressés au maintien de la paix » ne font que s'armer jusqu'aux dents pour défendre les positions conquises ; s'ils ne souhaitent pas la guerre, c'est parce que, pour eux, la paix est synonyme du maintien de leur suprématie. Il reste encore à examiner si c'est la Société des Nations et les Etats capitalistes, ou bien si c'est la Russie Soviétique qui a modifié substantiellement ses positions. La Société des Nations, lors de sa fondation s'assignait pour tâche d'être la Ligue de pillage, d'exploitation et de contre-révolution impérialiste ». Sa nature, depuis lors, n'a pas varié, ainsi que la politique de rapines coloniales des Etats capitalistes qui la soutiennent. Quant à la Russie, la réponse est claire : les événements parlent le langage terrible de la classe ouvrière allemande écrasée grâce à la politique préconisée par Moscou et aussi celui des ouvriers français contre qui se déchaîne l'attaque du gouvernement « du salut public », celui des exploités des colonies françaises, qui comprennent très bien les raisons qui poussent la France à maintenir la paix. C'est donc bien la Russie qui a été le théâtre, entre 1919 et 1934, d'une modification substantielle. Comme nous l'avons déjà écrit, l'Etat prolétarien, de pôle de concentration du prolétariat mondial, s'est transformé en un facteur de premier ordre pour la formation des constellations impérialistes ; aujourd'hui, il défend les intérêts de la paix, le « Statu quo » sur le même ton que la politique française ; demain la Russie pourrait se voir obligée à adapter la chanson de la paix à la politique appliquée par le groupe impérialiste antagoniste.

Le problème de l'évolution politique de l'U.R.S.S., de la transformation de sa position initiale, jusqu'à celle qu'elle défend aujourd'hui, sera mieux mis en évidence si nous examinons à ce sujet les thèses de Lénine en octobre 1917, à l'époque de la paix de Brest-Litovsk. Lénine disait alors : « Le premier Etat socialiste